

PARTI DES TRAVAILLEURS

30 dirigeants nationalistes togolais à retenir parmi les artisans de la victoire électorale de l'« Ablodé ! », le 27 avril 1958.

6) Paulin FREITAS :

L'indispensable et unique Ministre d'Etat

PETIT fils du Roi BÉTUM – LAWSON III d'Aného et de Jacintho Paulinus FREITAS, esclave libéré du Brésil, Paulin Jacintho FREITAS est né le 03 décembre 1909 à Lomé.

Instituteur de formation, il a dirigé à sa création, la première Ecole normale d'instituteurs (ENI) du Togo qui était à Atakpamé.

Avant Atakpamé, il était le premier instituteur à construire avec les ouvriers puis à ouvrir la toute première école primaire à Bassar en 1932.

Son fils aîné, Cyrille (décédé en 2002) est né d'une mère Bassar originaire de Nangbani, membre de la famille KOURKOU-KPANTE.

C'est un Grunitzky qui l'a initié à la politique en développant chez lui l'esprit nationaliste en le faisant adhérer au Comité de l'unité togolaise (CUT) alors qu'il était en poste à Atakpamé.

Aux élections à l'Assemblée représentative du 8 décembre 1946, il fut le tout premier député élu du CUT du pays Akposso de l'histoire du Togo quoique originaire d'Aného tant il était apprécié dans le milieu.

A l'Assemblée représentative il sera élu comme questeur.

Revenu à Lomé en 1951, il continuera la lutte pour l'indépendance jusqu'aux élections de 1958 où il sera élu comme député d'une des circonscriptions électorales de Lomé.

Olympio lui fit appel pour la formation du tout premier gouvernement qu'il constitua après la victoire électorale du 27 avril 1958, suite à laquelle le Haut commissaire (gouverneur) français Georges Spénale le nomma Premier ministre et lui confia le soin de former le gouvernement.

Paulin Freitas fut le seul à être nommé ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse, poste qu'il occupa jusqu'à la proclamation de l'indépendance, le 27 avril 1960.

Olympio avec qui il avait une complicité qui étonnait tout le monde, avait également pour lui une grande admiration et une confiance sans faille. Ceci, en raison de la haute portée de sa vision future pour le Togo, de son intelligence, de sa clairvoyance sur toutes les questions, de la clarté avec laquelle il exposait et résolvait les problèmes et aussi de son éloquence notamment lors des meetings à Ablodépégamé.

Connu pour ses écarts de langage qui froissaient souvent plus d'un, Olympio comptait sur Paulin Freitas pour apaiser ceux qui en avaient été victimes.

Au 2^e gouvernement qu'Olympio forma après la proclamation de l'indépendance en 1960, il conserva son titre de ministre d'Etat mais fut nommé à la tête du ministère des Affaires étrangères qui venait d'être créé pour la première fois au Togo. C'est lui qui, mandaté par le gouvernement, acheta l'immeuble qui devait servir de siège à l'Ambassade du Togo à Paris.

Premier diplomate du Togo, il subjuguait les fonctionnaires des Nations Unies lors de ses interventions devant l'Assemblée générale pour lesquelles, après avoir remis son discours au Secrétariat, il venait prendre la parole à la tribune sans papiers, en parlant de mémoire sur les problèmes nationaux et internationaux qui faisaient l'objet de son discours.

Il était le seul ministre à qui Olympio rendait visite à son domicile où il était encore dans l'après-midi du 12 janvier 1963.

Au petit matin du 13 janvier 1963, jour du coup d'Etat sanglant marqué par l'assassinat de Sylvanus Olympio, le Ministre des Finances Hospice COCO qui habitait la même rue Vauban que les Olympio, après avoir entendu des coups de feu vers la plage, vint chercher son collègue et beau-frère (il avait épousé la grande sœur de Mme Cécile Kayi



FREITAS). Ensemble, ils se rendirent au domicile du Président Olympio où ils tombèrent naïvement dans la gueule du loup en se faisant arrêter et menotter sans ménagement par les putschistes qui les conduisirent au Camp RIT où ils furent embastillés pour six bon mois.

Porte-parole des ministres arrêtés, Paulin Freitas refusait toute compromission et toute proposition d'entrée dans un gouvernement d'union nationale dirigée par Nicolas Grunitzky qui lui proposa de prendre le poste de Premier ministre qu'il allait spécialement créer à son intention.

Les conséquences de ce refus furent les mauvaises conditions de détention, les tortures et exactions de toutes sortes qu'il eut à subir avec ses collègues arrêtés.

Que se passait-il ? Chaque jour, à 17 heures, c'était l'heure du « café » en fait des coups de fouet que les officiers auteurs du coup d'Etat, assis, leur assenaient. James Assila, sergent-chef à l'époque, se distinguait tout particulièrement par la force avec laquelle il les chicotait, prenant un malin plaisir à les humilier ainsi.

Une seule fois par jour, à midi, lorsque Horatio, le deuxième fils de Paulin Freitas apportait à manger à son père, les gardes non seulement fouillaient la nourriture avec leurs baïonnettes mais versaient toujours un peu de sable soit dans le riz, soit dans la sauce, soit dans le gari avant d'appeler Paulin Freitas en lui disant : « *Tu as mangé le Togo, il faut manger ça maintenant !* »

Comme tous les prisonniers il fut libéré en mai 1963 et quitta le Togo pour une cure de remise en forme à Vichy, en France, ayant perdu plus de 20 kilos lors de sa détention.

Père de 11 enfants dont 8 actuellement vivants, il a, par la suite été embauché comme expert à l'UNESCO où il exerça ses fonctions au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo) puis au siège, à Paris.

Il revint vivre à Lomé à partir de 1978 et, aux obsèques de feu Thompson, en 1985, il prit la parole pour rendre hommage à la mémoire du Secrétaire général de leur parti, le CUT et ajouta que le cercueil méritait d'être recouvert du drapeau national. Comme les dirigeants en place ne le savaient pas, Dieu lui le sait devait-il ajouter avant de conclure en scandant trois fois, poing levé, comme cela se fait toujours en ces occasions, le slogan des nationalistes : « *Ablodé ! Ablodé ! Ablodé !* »

Le soir même, il fut arrêté et gardé à vue à la Brigade des mineurs pendant trois jours sans qu'on ne lui notifie les motifs de son arrestation. Au troisième soir, aux environs de minuit, on vint le chercher après lui avoir bandé les yeux et lié les poignets dans le dos pour une destination inconnue.

Croyant sa dernière heure venue, il se retrouva subitement lorsqu'on lui enleva les liens qui le serraient aux poignets et le bandeau qui lui cachait la vue devant le Président Eyadéma à la Présidence de la République, entouré pour la circonstance du ministre Mathias Ajavon de la Justice, Edoh Otto de l'enseignement technique et de Mme Trénou, fille de feu Thompson.

« *Qu'as-tu dit aux obsèques de Thompson ?* » demanda Eyadéma.

Paulin Freitas répéta les mêmes propos qu'il avait tenus lors de l'oraison funèbre qu'il avait prononcée aux obsèques de feu Thompson.

Tous les témoins confirmèrent les dires de Paulin Freitas et, très étonné, Eyadéma fit alors appeler Kokou Fourn, le maire de Lomé.

« *Qu'est-ce que tu m'as dit que Freitas a dit ? Ne m'as-tu pas rapporté qu'il a dit qu'ils ont travaillé et que les singes viennent manger ?* » lui demanda-t-il.

Tout confus et se grattant la tête, Kokou Fourn répondit : « *Le vieux Freitas a parlé dans un mina tellement profond que je n'ai pas tout compris.* »

Furieux Eyadéma cria à ses gardes : « *Arrêtez-le et ramenez Freitas chez lui avec ma voiture !* »

Quelques mois plus tard, Eyadéma envoya Kpotivi Laclé demander à Paulin Freitas s'il avait déjà été décoré. Il lui répondit qu'ils avaient institué les décorations de l'ordre du Mono pour récompenser les citoyens méritant et non pour se décorer eux-mêmes.

Par la suite, malgré le refus de Paulin Freitas et pour se rattraper, Eyadéma se sentit obligé de le décorer en l'élevant au grade de Commandeur de l'Ordre du Mono.

Traumatisé par les événements du 13 janvier 1963 et les souffrances qu'il endura à leur suite, sa santé déclina au point où, un jour de l'année 1983, il eut une attaque cardiaque pour laquelle il subit, à Abidjan, une intervention chirurgicale au cœur au cours de laquelle lui fut placé un stimulateur cardiaque.

Sa santé n'arrêta pas de décliner et il eut une nouvelle attaque pour laquelle il fut évacué d'urgence à nouveau sur Abidjan où il rendit malheureusement l'âme le 17 mai 1989. Il fut enterré au Cimetière de la Plage à Lomé.

Lomé, le 3 avril 2008

Pour le Parti des travailleurs

Le Secrétaire chargé de la coordination

Claude AMEGANVI